

Charles Akande, rédacteur

## *Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture*

### **Éditorial : Le cercle vicieux**

Lorsqu'il a analysé les tendances de l'économie mondiale, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a prétendu que la propension qu'ont les pays à mettre en œuvre des mesures protectionnistes est fortement corrélée à la situation qui prévaut sur leur marché du travail. Ainsi, comme nous prévoyons une croissance continue du taux de chômage au cours des mois et peut-être même de l'année ou des deux années à venir, M. Lamy a affirmé que la solution la plus immédiate pour détourner les pays de leur penchant pour le protectionnisme consisterait à – eh oui! – conclure le Cycle de Doha. Pourtant, le problème que comporte cette analyse est qu'elle ne s'applique pas bien aux États-Unis, du moins en termes politiques. En fait, pour le gouvernement Obama et, ce qui est plus important encore, pour le Congrès dominé par les Démocrates (qui lorgne vers les élections de mi-mandat en novembre), la corrélation entre le commerce et la situation du marché du travail est négative, c.-à-d. que lorsque le taux de chômage augmente, les Démocrates tendent à répugner à signer de nouveaux accords commerciaux, particulièrement pendant une année d'élections.

### **Reprise des pourparlers sur l'agriculture à Genève**

Le 21 janvier, le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, a demandé aux négociateurs de reprendre leurs pourparlers sur les modèles. Les membres se sont rencontrés pendant environ une heure, les 21 et 22, pour assister à des exposés sur la façon de recueillir des données et de préparer ce qu'il est convenu d'appeler les formulaires en blanc, qui serviront plus tard à formuler leurs engagements en agriculture. On a demandé à l'Australie et au Canada de se charger des exposés sur le soutien interne, tandis que les États-Unis ont également contribué en présentant un exposé sur l'accès aux marchés.

Comme on s'y attendait, M. Walker a mis en veilleuse les pourparlers sur les problèmes des modalités pendant les deux premières semaines de février et mars, au cours desquelles il projette de tenir des consultations en petits groupes, en adoptant divers formats pendant la quinzaine. Le président n'a pas donné de détail sur les sujets auxquels on s'attaquera en priorité, mais des enjeux tels que le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) devraient être les premiers à l'ordre du jour, car les membres ont accepté en novembre dernier d'entreprendre une analyse supplémentaire de l'effet véritable du mécanisme. En outre, les produits sensibles (PS), la simplification des tarifs et les produits tropicaux et l'érosion des préférences doivent également être abordés.

Dans un document qu'il a diffusé le 23 novembre 2009, le G-20 (groupe des pays en développement à l'OMC) a désigné plusieurs sujets qui, à son avis, ne sont pas encore réglés. Parmi ceux-ci figurent la création de nouveaux CT, le plafonnement tarifaire, le coton et la latitude dans la catégorie bleue.

Les positions restent également partagées quant au nombre de produits spéciaux (PS) que les pays en développement peuvent sélectionner. Le projet de texte sur les modalités de décembre 2008 stipule que les pays en développement auront le droit de sélectionner 12 % de leurs lignes tarifaires comme PS, 5 % étant exemptés de toute réduction tarifaire. Cependant, un certain nombre de pays, parmi lesquels la Malaisie, la Thaïlande et le Costa Rica, se sont récemment inquiétés de ce que certains produits ne seront assujettis à aucune réduction quelle qu'elle soit.

Pour que la réunion consacrée au bilan de mars soit couronnée de succès, il faudra réaliser de véritables progrès à l'égard de tous les points énumérés ci-dessus.

### **M. O'Sullivan va à Washington**

En visite à Washington cette semaine, le directeur général du Commerce de l'UE, M. David O'Sullivan, s'est fait rappeler combien il sera difficile d'obtenir que les États-Unis s'engagent dans les négociations de Doha. Prenant la parole à une conférence organisée par la International Trade Association de Washington, M. O'Sullivan a déclaré à son auditoire que l'ensemble qui figure actuellement sur la table comporte déjà de bonnes concessions pour les États-Unis.

« Nous comprenons parfaitement qu'il y a un manque considérable de soutien à Washington pour l'accord actuel (...) mais franchement, il serait illusoire de croire qu'à ce moment tardif, nous négociateurs commerciaux aurions un meilleur accord plus attrayant caché dans quelque tiroir, attendant de l'en sortir lorsqu'on nous le demande. Ce n'est pas comme ça que ça fonctionne », a déclaré M. O'Sullivan.

Les États-Unis ont demandé que les pays en développement émergents donnent davantage d'accès aux marchés dans les secteurs de l'agriculture et particulièrement de l'AMNA (produits industriels et marchandises fabriquées) avant d'envisager de conclure les pourparlers. Cependant, la Chine, le Brésil et l'Inde ont prétendu que lors des réunions bilatérales qu'ils ont eu chacun avec les États-Unis, le représentant au Commerce des États-Unis a omis d'énoncer clairement ce que recherchent exactement les États-Unis, et ont accusé ces derniers d'essayer de gagner du temps avant de retourner à la table de négociation.

Ceci a poussé M. O'Sullivan à souligner la réticence des membres à s'engager dans des pourparlers plus constructifs. « ... Les partenaires des négociations hésitent quelque peu à s'engager, parce que personne ne souhaite proposer une amélioration de l'ensemble, seulement pour se faire dire « merci beaucoup, mais nous avons besoin de plus de temps et nous y reviendrons l'année prochaine », a déclaré le fonctionnaire de l'UE.

Bien que personne à Genève ne parle de geler les pourparlers si la réunion consacrée au bilan de mars ne permet pas de voir clairement si oui ou non les pourparlers peuvent être conclus d'ici la fin de l'année, M. O'Sullivan croit que « le calendrier politique intimidant du gouvernement Obama signifie inévitablement qu'il pourrait s'agir d'une question pour 2011 plutôt que pour 2010 ». Ceci, parmi d'autres problèmes – notamment les pourparlers sur le commerce et les changements climatiques après la conférence de Copenhague – devrait être examiné lors de la mini-conférence ministérielle que le gouvernement suisse accueillera en marge du Forum économique mondial de Davos du 27 au 31 janvier.

## Programme commercial de Davos

Comme on l'a déclaré auparavant, la conférence sur le commerce qui doit se tenir à Davos cette année devrait être une affaire discrète; un événement au cours duquel le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, exposera comme à l'accoutumé l'état d'avancement du Cycle de Doha. Ceci sera suivi immédiatement de deux cycles de pourparlers, dont chacun devrait durer une heure. Au cours du premier, les participants sont invités à tenir une séance de remue-méninges sur le sujet « *Quels sont les secteurs dans lesquels il faut trouver une convergence?* », étant donné que 80 % des pourparlers sont censés s'être stabilisés. On demandera aux ministres de cerner les chaînons manquants de tout le secteur en cours de négociation qui contribueraient, du moins l'espère-t-on, à mener Doha à bon terme.

Le second cycle des pourparlers portera principalement sur les programmes politiques intérieurs des membres et la façon dont ils pourraient toucher le Cycle de Doha. Les perspectives sont plutôt sombres dans ce secteur cette année, car l'on prévoit plusieurs élections dans certains pays clés comme le Brésil, le Japon, le Canada (éventuellement) et, ce qui est plus important, aux États-Unis, où se dérouleront prochainement des élections de mi-mandat. En outre, les complications que l'on prévoit pour le vote sur la réforme des soins de santé après que le Parti démocrate a perdu le siège du Massachusetts au Sénat, ainsi que le retard apporté à confirmer un nouvel ambassadeur des États-Unis à Genève et un nouveau négociateur principal en agriculture des États-Unis (M. Punke et M. Siddiqui respectivement) pourraient retarder encore le moment où les États-Unis seront prêts à s'engager dans les pourparlers commerciaux mondiaux.

## Prochains événements

- Forum économique mondial, 27-31 janvier 2010
- Consultations sur l'agriculture, 1<sup>er</sup>-12 février, 1<sup>er</sup>-12 mars 2010
- et Consultations sur l'AMNA, 1<sup>er</sup>-5 février, 15-19 mars 2010
- Réunion des hauts fonctionnaires (RHF), 15-19 février, 22-26 mars 2010
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 11-2 mars, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010
- Réunion consacrée au bilan, dernière semaine de mars 2010
- Sommet du G-20, juin 2010

